



CHAPITRE 88

CHAPTER 88

Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal et d'autres commissions scolaires de la région de Montréal

An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant school board of Greater Montreal and other school boards in the Montreal area

[Sanctionnée le 15 juillet 1965]

[Assented to 15th July 1965]

Préambule.

ATTENDU que La Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'il y a lieu de prolonger l'application de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, en attendant les recommandations des diverses commissions d'enquête chargées d'étudier le problème de la fiscalité;

Qu'il y a lieu d'apporter des modifications à certaines lois pour uniformiser l'application de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75;

Qu'il est également opportun de modifier certaines dispositions des lois qui régissent La Commission des écoles catholiques de Montréal;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

WHEREAS The Montreal Catholic School Commission has, by its petition, represented:

That it is expedient to extend the application of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, pending the recommendations of the various inquiry commissions charged with the study of the fiscal problem;

That it is expedient to amend certain acts in order to procure uniformity in the application of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75;

That it is also expedient to amend certain provisions of the acts governing The Montreal Catholic School Commission;

Whereas the petitioner has prayed for the adoption of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

1964, c.
75, a. 2,
rempl.

1964, c.
75, s. 2,
replaced.

Répartition de la taxe des neutres pour 1964-65 et 1965-66.

« 2. Pour les années scolaires 1964-65 et 1965-66, dans le territoire soumis à l'application de la loi 15 George V, chapitre 45, le produit de la taxe des neutres est réparti entre le Bureau d'une part, et la Commission ainsi que les commissions scolaires catholiques d'autre part, de façon qu'ils obtiennent respectivement de cette taxe et de leur taxe uniforme un montant par élève égal au rendement moyen par élève de l'ensemble.

Idem.

La taxe uniforme n'est établie qu'aux fins de cette répartition.

Réserve.

Cependant le Bureau doit recevoir au moins 20% du produit de la taxe des neutres pour l'année scolaire 1964-65 et 18% pour l'année scolaire 1965-66.»

Année fiscale.

2. Pour les fins de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, le taux de la taxe des neutres doit s'appliquer à la période du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante.

Devoir des trésoriers, etc.

Afin de donner application au paragraphe précédent dans les cités de Verdun et de Saint-Laurent et dans la ville de Montréal-Est, il est du devoir des trésoriers, secrétaires-trésoriers ou greffiers de ces municipalités de faire les ajustements et les additions nécessaires dans chacune de ces municipalités sur les comptes de taxes scolaires qui seront expédiés au cours de l'année de calendrier 1966 pour que la propriété foncière visée par le paragraphe 3 de l'article 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et ses amendements, soit imposée pour la période s'étendant du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965 au taux de \$1.90 par \$100 d'évaluation, et pour la période s'étendant du 1er juillet 1965 au 30 juin 1966 au taux de \$2.20 par \$100 d'évaluation, à l'exception de celle visée par le dernier alinéa dudit paragraphe 3 et de l'article 1 de la loi 13 George V, chapitre 44, et leurs amendements, qui sera imposée pour la période du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965 au taux de \$1.10 par \$100 d'évaluation et pour la période du 1er juillet 1965 au 30 juin 1966 au taux de \$1.25 par \$100 d'évaluation.

Base d'imposition.

La valeur de la propriété foncière qui servira de base pour l'imposition desdites taxes scolaires est celle qui est portée au rôle d'évaluation en vigueur le 1er juillet

«2. For the school years 1964-65 and 1965-66, in the territory subject to the application of the act 15 George V, chapter 45, the proceeds of the neutral tax shall be apportioned between the Board on the one hand, and the Commission as well as the Catholic school boards on the other hand, so that they receive respectively from such tax and their uniform tax an amount per pupil equal to the average yield per pupil generally.

Apportionment of neutral tax for 1964-65, 1965-66.

The uniform tax is established for the purposes of such apportionment only.

Idem.

Nevertheless the Board shall receive at least 20% of the proceeds of the neutral tax for the school year 1964-65 and 18% for the school year 1965-66."

Proviso.

2. For the purposes of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, the rate of the neutral tax shall apply to the period from the 1st of July in one year to the 30th of June in the next.

Fiscal year.

In order to carry out the preceding paragraph in the cities of Verdun and Saint-Laurent and in the Town of Montreal East, it shall be the duty of the treasurers, secretary-treasurers or clerks of such municipalities to make the necessary adjustments and additions in each of such municipalities on the school tax accounts to be rendered during the calendar year 1966 so that the real estate contemplated in paragraph 3 of section 29 of the act 32 Victoria, chapter 16, and its amendments, be taxed for the period from the 1st of July 1964 to the 30th of June 1965 at the rate of \$1.90 per \$100 of valuation, and for the period from the 1st of July 1965 to the 30th of June 1966 at the rate of \$2.20 per \$100 of valuation, with the exception of that contemplated in the last paragraph of the said paragraph 3 and in section 1 of the act 13 George V, chapter 44, and their amendments, which shall be taxed for the period from the 1st of July 1964 to the 30th of June 1965 at the rate of \$1.10 per \$100 of valuation and for the period from the 1st of July 1965 to the 30th of June 1966 at the rate of \$1.25 per \$100 of valuation.

Duty of treasurers, etc.

The value of the real estate which shall serve as a basis for the imposition of the said school taxes shall be that entered on the valuation roll in force on the 1st of

Basis for imposition.

de chaque année, compte tenu des lois 11 George VI, chapitre 81, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, et leurs amendements.

Remise
du mon-
tant des
ajuste-
ments.

Le montant des ajustements prévus aux paragraphes précédents et se rapportant à la période du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965 doit être remis le 1er juillet 1965 par lesdits trésoriers, secrétaires-trésoriers ou greffiers, sans égard à sa perception, à la Commission et au Bureau pour les fins de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, plus les intérêts courus au taux de 6% depuis le 1er juillet 1965. Le montant des ajustements se rapportant à la période du 1er juillet 1965 au 30 juin 1966 devient exigible le 1er novembre 1965 et porte intérêts à compter de cette date au taux de 6%.

Remise
de la taxe
des neu-
tres déjà
versée.

Si une partie quelconque de la taxe des neutres imposée dans ces municipalités a été versée au Bureau et à des commissions scolaires pour la période du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965, le Bureau et les commissions scolaires concernées doivent la remettre au Bureau et à la Commission pour les fins de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, plus les intérêts courus au taux de 6% à compter du 1er juillet 1965.

Recouvre-
ment.

Les divers montants visés aux paragraphes précédents sont recouvrables par la Commission et par le Bureau devant toute cour de juridiction civile compétente.

1917-18,
c. 37, a. 6,
remp.

3. L'article 6 de la loi 8 George V, chapitre 37, modifié par l'article 7 de la loi 4 George VI, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

Evalua-
tion des
terres en
culture.

« **6.** Nonobstant toute loi contraire, les terres en culture seront évaluées, pour fins scolaires, catholiques, protestantes et neutres, à leur valeur réelle comme tous autres immeubles dans la ville de Montréal, et pour fins scolaires catholiques et neutres dans toute municipalité faisant ou qui fera partie du territoire de La Commission des écoles catholiques de Montréal, et pour fins scolaires protestantes et neutres dans toute municipalité faisant ou qui fera partie du territoire du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal; et les estimateurs de la ville de

July of each year, taking into account the acts 11 George VI, chapter 81, and 6-7 Elizabeth II, chapter 53, and their amendments.

The amount of the adjustments provided for by the preceding paragraphs and relating to the period from the 1st of July 1964 to the 30th of June 1965 must be remitted on the 1st of July 1965 by the said treasurers, secretary-treasurers or clerks, without regard to the collection thereof, to the Commission and the Board for the purposes of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, plus accrued interest at 6% from the 1st of July 1965. The amount of the adjustments relating to the period from the 1st of July 1965 to the 30th of June 1966 shall become exigible on the 1st of November 1965 and shall bear interest from that date at the rate of 6%.

Remit-
tance of
adjust-
ments.

If any portion of the neutral tax imposed in such municipalities has been paid to the Board and to any school commissions for the period from the 1st of July 1964 to the 30th of June 1965, the Board and the school commissions concerned must remit it to the Board and the Commission for the purposes of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, plus accrued interest at 6% from the 1st of July 1965.

Remit-
tance of
neutral
tax
already
paid.

The various amounts contemplated by the preceding paragraphs shall be recoverable by the Commission and the Board before any competent court of civil jurisdiction.

Recovery.

3. Section 6 of the act 8 George V, chapter 37, amended by section 7 of the act 4 George VI, chapter 80, is replaced by the following:

1917-18,
c. 37, s. 6,
replaced.

“**6.** Notwithstanding any law to the contrary, lands under cultivation shall be valued, for school purposes, Catholic, Protestant and neutral, at their real value like any other immovables in the city of Montreal, and, for Catholic and neutral school purposes, in any municipality forming part or which shall form part of the territory of The Montreal Catholic School Commission, and, for Protestant and neutral school purposes, in any municipality forming part or which shall form part of the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal; and the

Valuation
of lands
under cul-
tivation.

Montréal et des autres municipalités concernées seront tenus de faire cette évaluation.

Disposi-
tion ap-
plicable.

Cependant, l'article 523 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) s'applique, pour fins scolaires, au quartier de Rivière-des-Prairies de la ville de Montréal.

Contesta-
tion de
l'évalua-
tion.

Si l'évaluation faite en vertu de la présente section est contestée, soit devant le bureau des estimateurs, soit devant la Cour municipale de la ville de Montréal, ou devant toute autre cour dans ladite ville, il appartiendra aux commissions scolaires intéressées d'intervenir, après avis par la ville de Montréal aux dites commissions scolaires, et de plaider sur toute telle contestation, à leurs frais, aux lieux et place de ladite ville qui est déchargée de toute obligation ou responsabilité à ce sujet. »

assessors of the city of Montreal and of the other municipalities concerned shall be obliged to make such valuation.

Nevertheless, section 523 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) shall apply, for school purposes, to the Rivière-des-Prairies ward of the city of Montreal.

Provi-
sions to
apply.

If the valuation made under this section is contested before the board of assessors or before the Municipal Court of the city of Montreal or before any other court in the said city, the interested school commissions may intervene, after notice given by the city of Montreal to the said School Commissioners, and plead to all such contestations at their expense and in place of the said city, which shall be freed from all obligation or responsibility on the subject."

Contesta-
tion of
valua-
tion.

1925, c.
45, a. 16,
mod.

4. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, et modifié par l'article 19 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, est de nouveau modifié en ajoutant les alinéas suivants au sous-paragraphe 9 :

Fixation
pour
1965-66.

« Pour l'année scolaire 1965-1966 ce taux est fixé à vingt-deux millièmes au dollar.

Amende-
ment du
budget.

Le conseil de la ville de Montréal peut amender en conséquence le budget de l'exercice 1965-66, conformément aux dispositions de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 88. »

4. Section 16 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, and amended by section 19 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, is again amended by adding the following paragraphs to subsection 9:

"For the school year 1965-1966 such rate shall be fixed at twenty-two mills in the dollar."

Rate for
1965-66.

The council of the City of Montreal may amend accordingly the budget for the fiscal year 1965-66, conformably to the provisions of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 88."

Amend-
ment of
budget.

1964, c.
75, a. 1,
mod.

5. Le paragraphe e de l'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant :

« taxe uni-
forme » ;

« e) « taxe uniforme » : un montant équivalant au produit d'une taxe au taux de \$1.25 par \$100 d'évaluation uniforme des immeubles inscrits sur la liste catholique ou sur la liste protestante ; ».

5. Paragraph e of section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

"e) "uniform tax": an amount equivalent to the proceeds of a tax at the rate of \$1.25 per \$100 of uniform valuation on the immoveables entered on the Catholic panel or the Protestant panel;"

1964, c.
75, s. 1,
am.

"uniform
tax";

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.